



## Covid-19 : les Français confrontés au manque de toilettes dans l'espace public

La fermeture des cafés et des restaurants a subitement restreint l'accès à des sanitaires en ville, une situation qui met en lumière l'insuffisance des installations publiques en France.



La capitale compte 750 toilettes publiques, dont 435 sanisettes et 300 toilettes et urinoirs accessibles dans les jardins parisiens, le 26 mars 2020. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

Trouver des toilettes en ville est devenu un casse-tête en période de pandémie. La fermeture des cafés et des restaurants en octobre 2020, puis celle des centres commerciaux non alimentaires de plus de 20 000 mètres carrés, fin janvier, a restreint l'offre de sanitaires pour des citoyens qui peinent à soulager décevement leurs envies pressantes.

Sans-abri, seniors, familles, travailleurs (routiers, chauffeurs VTC, livreurs, commerçants ambulants, etc.), personnes touchées par des pathologies chroniques, simples passants, tout le monde est concerné.



[Visualiser l'article](#)

Philippe, 67 ans, retraité, fait sans enthousiasme le constat que « depuis un an, bien que privé de longues balades, la pudeur est descendue d'un cran. Les envies pressantes ne nous faisant pas de cadeau (...) nous poussent à des situations qui étaient jusque-là exceptionnelles : pisser entre deux voitures ». « Atteint d'un cancer de la prostate », Richard, qui habite Créteil et se déplace souvent à Paris, observe « les files d'attente » qui se forment devant les lieux de commodités. « Attendre vingt minutes est impossible pour moi », déplore ce lecteur du Monde.

« Enceinte, en temps de pandémie, alors que tous les bars et restaurants sont fermés, bon courage pour soulager sa vessie », écrit encore Mélanie, qui dit sa difficulté à trouver des toilettes publiques « très souvent hors d'usage ou très mal entretenues ».

« Si le bar d'à côté n'est pas ouvert, ça devient compliqué »

« Si le bar d'à côté n'est pas ouvert, ça devient vraiment compliqué. Aujourd'hui, on voit des queues devant les toilettes publiques qui n'existaient pas avant la crise sanitaire », confirme Eve Saumier, une des responsables de l'[Association François-Aupetit](#), qui vient en aide aux patients souffrant de maladies inflammatoires chroniques de l'intestin (MICI) – maladie de Crohn et rectocolite hémorragique, deux pathologies qui concernent 250 000 personnes dans l'Hexagone.

« Vivre avec une MICI, c'est avoir peur à chaque instant de ne pas atteindre les toilettes, témoigne Magali, 35 ans. Chaque fois que je sors, je me rassure avec toutes les possibilités qui existent de trouver des toilettes. Ça, c'était avant, avant que les bars soient fermés, que les restaurants soient clos, que les toilettes des supermarchés soient condamnées, que les toilettes publiques ne s'ouvrent pas quand j'en ai besoin. (...) Aujourd'hui, c'est avec la peur au ventre que je sors, j'ai moins envie de sortir. »

En période de crise, ces personnes peuvent devoir se soulager de façon brusque et impérieuse plus de quinze fois par jour en moyenne. L'absence de sanitaires sur leurs trajets fait que « beaucoup de nos malades s'autoconfinent, même dans un contexte non épidémique », souligne Eve Saumier, dont l'association, partenaire de l'application gratuite et participative *Où sont les toilettes ?*, a mis en ligne une pétition en novembre 2020, lors de la Journée mondiale des toilettes, pour améliorer l'accès et la qualité des sanitaires dans l'espace public, les transports et les écoles.

« La crise du Covid-19 met à nu la faiblesse de l'offre »

« Le problème de l'accès aux sanitaires et leur propreté n'a pas attendu la pandémie pour exister », écrit Jacques, 77 ans. La crise sanitaire ne fait en effet qu'exacerber un problème existant et dont tout un chacun peut ou a pu faire l'amère expérience.

« La crise du Covid-19 met à nu la faiblesse de l'offre de toilettes publiques pour l'ensemble des personnes qui passent en ville », confirme le sociologue Julien Damon, auteur de l'ouvrage *Questions sociales et questions urbaines* (PUF, 2010), et qui s'intéresse de longue date au « droit de pisser ».

Face au nombre insuffisant de lieux d'aisance publics, Grégory, Lyonnais et père de trois enfants, ne s'étonne guère que « bornes de stationnement et coins de murs obscurs sentent tous la pisse ». « On a reporté sur les commerces et les cafés cette mission d'assurer le délestage du passant empressé avec l'obligation –



[Visualiser l'article](#)

entendue – de consommer pour pouvoir accéder aux toilettes, et en temps de Covid-19, ça se ressent et se sent », écrit-il.

L'accès à des latrines est « une question de dignité première », souligne le sociologue Julien Damon, qui s'intéresse de longue date au « droit de pisser »

Une rupture dans l'offre publique s'est produite dans les années 1970 lorsque tous les logements privés ont été dotés de toilettes conjointement à l'obligation pour les employeurs de mettre à disposition des sanitaires pour leurs salariés.

Les vespasiennes, ces urinoirs ouverts équipés de demi-cloisons à la réputation sulfureuse, sont alors abandonnées au profit des sanisettes de JCDecaux dans les années 1980. Une révolution, payante, mais permettant enfin aux femmes de disposer de lieux d'aisance dans l'espace public. « Il y a une vraie inégalité entre hommes et femmes vis-à-vis de la question des toilettes », rappelle Julien Damon.

Sous la pression des associations caritatives, les sanisettes deviennent gratuites en 2006, a contrario des gares et de certains centres commerciaux où les sanitaires publics sont le plus souvent payants. L'accès à des latrines est « une question de dignité première », souligne le sociologue. Lors du premier confinement en mars 2020, les autorités préfectorales avaient demandé leur réouverture partielle à Lyon, Toulouse et Marseille. Paris avait également maintenu 140 toilettes publiques ouvertes pour les populations les plus fragiles.

Pendant la crise sanitaire, et en dehors des périodes de confinement où il a diminué à 800 000, le taux d'usage des 435 sanisettes de la capitale se maintient à 1,2 million de passages mensuels, note Julien Brasselet, à la direction de la voirie de la Mairie de Paris. Avec la quasi-absence de touristes due à la pandémie, très nombreux dans la capitale en temps normal, on peut en déduire qu'une partie des usagers des toilettes des cafés et des restaurants les ont remplacés dans les installations publiques.

#### D'importantes disparités

Avec « environ 14 000 toilettes publiques » (en l'absence de données officielles à l'échelle nationale, ce chiffre est une évaluation), soit un sanitaire public pour un peu moins de 5 000 habitants, la France se situe « plutôt dans la moyenne » par rapport à d'autres pays européens, observe l'économiste Henri Smets. En mai 2020, ce dernier a publié un rapport, « Le droit d'accès à des toilettes en France », pour l'Académie de l'eau. Leur nombre est déterminé par chaque municipalité. En l'absence de contraintes réglementaires, M. Smets souligne des disparités importantes d'une ville à l'autre.

« Plutôt bon élève », Paris compte 750 toilettes publiques – dont 435 sanisettes et 300 toilettes et urinoirs accessibles dans les jardins parisiens recensés sur l'application Toilettes à Paris. Marseille était pourvue de vingt-deux sanitaires publics en 2018, une soixantaine de nouvelles installations sont attendues dans la deuxième plus grande ville française d'ici à 2022. Lille dénombre neuf toilettes publiques.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Les Indiens sont mieux équipés en toilettes, mais refusent de les utiliser

En banlieue parisienne, l'offre chute, comme à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où on dénombre un seul sanitaire public pour plus de 86 000 habitants, selon Toilettespubliques.net. « Leur nombre semble plus



[Visualiser l'article](#)

faible lorsque le revenu moyen diminue », écrit Henri Smets, qui suggère d'instaurer une norme minimale dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants. L'Association François-Aupetit signe des conventions avec des municipalités qui s'engagent à développer leur réseau de toilettes et à les entretenir. Un mouvement que l'association souhaite le plus large possible et accueillant le plus grand nombre d'acteurs.

Selon une enquête internationale, « Hygiene Matters », réalisée par SCA en 2017, plus d'un tiers des Français jugeaient qu'améliorer l'entretien des toilettes publiques aurait un impact sur la santé à l'échelle nationale et 56 % disaient souhaiter que les politiques s'en préoccupent davantage. Or, ce « sujet sanitaire basique n'est pas suffisamment pris au sérieux en France, dit Julien Damon. Aucun élu national de premier plan ne s'en est emparé ». Avec la progression de la mobilité et le vieillissement de la population, les besoins vont pourtant aller en s'amplifiant.